
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/1 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.1.56780

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Odilo ENGELS, *Reconquista und Landesherrschaft. Studien zur Rechts- und Verfassungsgeschichte Spaniens im Mittelalter*, Paderborn–München–Wien–Zürich (Ferdinand Schöningh) 1989, IX–483 p. (Rechts- und Staatswissenschaftliche Veröffentlichungen der Görres-Gesellschaft, 53).

A une époque où les études françaises sur l'Espagne médiévale se comptaient sur les doigts d'une main, l'historiographie allemande, poursuivant la tradition inaugurée par B. Gams avec la ›Kirchengeschichte Spaniens‹, produisait les œuvres majeures que restent aujourd'hui les publications des ›Acta Aragonensia‹ par Heinrich Finke et des ›Papsturkunden‹ par Paul Kehr, dans le cadre d'une vaste ›Hispania Pontificia‹, ainsi que les nombreuses études consacrées par Johannes Vincke aux relations entre Eglise et Etat dans les pays de la couronne d'Aragon. Aujourd'hui encore les historiens français semblent ignorer une production d'accès pourtant facile, et il est frappant de découvrir des thèmes traités parallèlement et presque en même temps en France et en Allemagne, alors que les deux auteurs s'ignorent superbement. Nous pensons surtout aux riches travaux de la ›Görresgesellschaft‹ et de l'école de Münster auxquels sont consacrées depuis plus de 60 ans deux séries de publications: des monographies traitant un thème d'histoire ibérique (›Spanische Forschungen der G.‹) et des recueils d'articles (›Gesammelte Aufsätze zur Kulturgeschichte Spaniens‹). Etant donné la personnalité des animateurs successifs de la collection, l'histoire du Moyen Age et en particulier celle de la couronne d'Aragon y occupe une place prépondérante; depuis quelques années, les études portent plus précisément sur les problèmes de souveraineté, les institutions politiques et financières, la société politique; le thème de la souveraineté territoriale en particulier a sollicité il y a une vingtaine d'années l'attention d'Odilo Engels, actuel directeur de la collection, qui lui a consacré un ouvrage majeur ›Schutzgedanke und Landesherrschaft im östlichen Pyrenäenraum‹.

L'ouvrage qui nous est proposé rassemble 13 études d'Odilo Engels; certaines, publiées avant 1969, ont servi de préparation à la synthèse que nous venons d'évoquer; les autres sont ultérieures; l'une d'elles est encore inédite. L'ensemble est réparti en trois sections; 8 articles portent sur l'histoire politique et la formation ›constitutionnelle‹ de la Catalogne et de l'Aragon; quatre études sont consacrées à la Reconquista comme phénomène politique; le champ d'investigation se déplace vers la Castille et le Léon. Dans un dernier article, l'auteur s'intéresse aux relations entre royauté et états aux derniers siècles du Moyen Age. Le regroupement n'a rien d'artificiel et le titre de l'ouvrage est fondé à rapprocher *Reconquista* et *Landesherrschaft*. En effet, l'auteur nous montre que la *Reconquista* ne fut pas d'abord vécue en Espagne même comme une Croisade, mais comme une volonté de restauration de l'ordre gothique. Le problème de la souveraineté politique est ainsi au cœur du travail comme il a été au cœur de l'histoire médiévale de l'Espagne: volonté en Catalogne d'effacer les traces de la conquête franque, institution de la paix de Dieu comme étape dans la reconstruction de l'Etat, restauration de la hiérarchie ecclésiastique en Castille reconquise, tentative de création d'une Eglise nationale, relations de la royauté et des Cortes, autant de thèmes touchant à l'affirmation politique et à la genèse de l'Etat.

Plus de la moitié de l'ouvrage (276 pages sur 445) porte sur l'histoire constitutionnelle de la Catalogne et de l'Aragon. L'étude initiale (›Abhängigkeit und Unabhängigkeit der Spanischen Mark‹) montre comment les comtes catalans, installés en 803 à la tête de comtés frontaliers de l'Empire franc (la pseudo *marca hispanica*) sont devenus, au milieu du XI^e siècle, de véritables souverains exerçant toutes les fonctions de gouvernement, y compris le pouvoir législatif; sans avoir bénéficié d'aucune délégation d'autorité, ils ont été amenés peu à peu à exercer et à revendiquer les attributs d'une souveraineté de fait qui ne fut jamais reconnue en droit. Aucune tradition gothique, aucune idée de restauration n'est perceptible; c'est la situation frontalière, avec les dangers qu'elle comportait qui, seule, a permis cette émancipation, les événements de 985–988 jouant, à cet égard, un rôle décisif. L'auteur passe en revue toutes les

manifestations et les modes d'expression (datation des actes, vocabulaire politique) d'une souveraineté jamais proclamée.

O. Engels reprend ensuite l'étude de la situation politique des comtés de Pallars et Ribagorça (›Die »Autonomie« der Pyrenäengrafschaften Pallars und Ribagorza und das karolingische System der Schutzprivilegierung), dont l'histoire insolite répond aux conditions de leur »libération«; libérés à l'initiative du comte de Toulouse, ils constituent le prolongement sud-pyrénéen du comté toulousain; le comte y intervient en véritable souverain, conférant l'immunité aux abbayes, promulguant des diplômes relevant normalement de l'autorité royale. Fonctionnaires royaux dans leur comté, les comtes de Toulouse sont »autonomes« au sud des Pyrénées. Situation qui a surpris les historiens tentés par le scepticisme vis-à-vis des »diplômes toulousains«, mais que l'auteur explique par le maintien des traditions wisigothiques et la faiblesse des droits de l'ordinaire sur les abbayes, soumettant celles-ci à l'autorité immédiate du comte.

La protection accordée à une communauté ou à une personne morale est l'un des attributs les plus visibles de la souveraineté; encore doit-elle revêtir une forme juridiquement incontestable. O. Engels s'intéresse aux privilèges de protection concédés aux XII^e et XIII^e siècles par les comtes catalans (›Das Schutzprivileg in Katalonien [12.–13. Jahrhundert]). Entre 1160 et 1244, l'auteur recense 58 privilèges du même type; longtemps réservés aux Cisterciens et ordres militaires, ils s'étendent au XIII^e siècle aux églises cathédrales et aux communautés urbaines. L'idée même de protection, née de leur implantation à proximité du front ou dans les terres reconquises, est apparue chez les Cisterciens et les Templiers; mais ensuite la royauté aragonaise développa systématiquement l'institution comme un moyen d'affirmer son autorité et de modifier en sa faveur le rapport des forces politiques, ce qu'exprime clairement la progressive uniformisation du privilège.

O. Engels s'attache ensuite aux fondements et à l'évolution du pouvoir temporel des évêques de Vic (›Die weltliche Herrschaft des Bischofs von Ausona-Vich (889–1315)); il y voit l'exemple même de la seigneurie double caractéristique de l'espace pyrénéen oriental; sans avoir jamais bénéficié d'un privilège formel, l'évêque jouit d'une immunité de fait en 1038 et dispose de la quasi-totalité des droits régaliens (monnaie, marché, château...) sur toute l'étendue de la ville; mais il cède en fief à son frère cadet la partie haute avec le château de Montcada; désormais les vicomtes ne cesseront de lutter pour limiter leur dépendance féodale; l'histoire de Vic est celle d'une co-seigneurie où les deux seigneuries sont en conflit quasi-permanent jusqu'à ce qu'en 1315 l'évêque et son chapitre abandonnent entre les mains du roi toute forme d'autorité temporelle.

Un cinquième article est consacré à l'étude des rapports entre épiscopat et collégiales (›Episkopat und Kanonie im mittelalterlichen Katalonien); les évêques catalans mènent tout au long de la période une politique visant à reconstituer dans toute leur ampleur les pouvoirs de l'ordinaire; ils associent au gouvernement du diocèse les collégiales urbaines, favorisent la transformation de nombreuses abbayes en collégiales; leur volonté de ruiner le système de l'*Eigenkirche* les met souvent en conflit avec les abbayes qui avaient conservé le patronat de nombreuses paroisses, et les conduit, plus volontiers qu'ailleurs, à associer les communautés canoniales à l'activité pastorale et à l'organisation diocésaine.

Au lendemain de la guerre albigeoise, un conflit paraissait inévitable entre la monarchie capétienne qui venait de restaurer son autorité jusqu'aux Corbières et la Catalogne qui, indépendante de fait, continuait à relever en droit de la couronne franque; or, si Jacques I^{er} s'efforce en vain d'empêcher le mariage de Jeanne de Toulouse avec Alphonse de Poitiers, il renonce à affronter directement le Capétien et préfère engager les négociations qui aboutissent au traité de Corbeil (›Der Vertrag von Corbeil (1258)). Après avoir rappelé les diverses interprétations du traité (compromis territorial destiné à éviter la guerre, frontières naturelles, affirmation d'une identité nationale), O. Engels s'efforce d'en évaluer la portée réelle, assez réduite en vérité. Moins compromis territorial que jugement par lequel les deux souverains

renoncent à des droits fictifs et à des territoires pour lesquels ils n'ont reçu aucun hommage de leur vivant. Si le traité marque une césure dans l'histoire du Midi français, il joue, pour la Catalogne, un rôle tout à fait secondaire.

L'auteur revient à Jacques Ier dont il souhaite reconsidérer le règne à la lumière des grands courants de la politique internationale contemporaine (›König Jakob I. von Aragón und die internationale Politik im 13. Jahrhundert‹). L'image historiographique du souverain est mauvaise: il n'a opposé aucune résistance à la pénétration capétienne dans le Midi, il n'a été qu'un guerrier courageux mais vaniteux qui s'est pris pour un Croisé alors qu'il n'était qu'un opportuniste et un velléitaire. Si on réécrit l'histoire du règne en faisant abstraction de l'entreprise de reconquête, sa dimension méditerranéenne s'impose; entre Pierre II et Pierre III, Jacques Ier occupe une place essentielle dans l'ascension de la puissance aragonaise; la conquête de Majorque et de Valence, l'interventionnisme en Italie et en Castille constituent autant d'efforts pour laisser ouvertes les voies du commerce maritime et faire de l'Aragon un des partenaires de la politique internationale.

La première partie de l'ouvrage s'achève par une étude d'histoire comparée où l'auteur replace le mouvement de la paix de Dieu dans l'histoire de la formation de l'Etat du IX^e au XII^e siècle (›Vorstufen der Staatwerdung im Hochmittelalter‹). La paix de Dieu apparaît bien dans les régions méridionales comme une première étape dans la reconstruction de l'autorité publique à partir d'une situation de dislocation du pagus comtal, dans la mesure où elle associe les fauteurs de troubles au maintien de l'ordre, alors que dans la région rhénane l'autorité royale ou la puissance épiscopale avaient ralenti sinon empêché le processus de dissolution.

Les quatre études suivantes sont consacrées à la *Reconquista*. Odilo Engels s'attache à cerner ce qui est d'abord un concept historiographique (›Die Reconquista‹); l'auteur fait de manière très convaincante le tour des problèmes soulevés. Quand les Espagnols eux-mêmes ont-ils perçu le phénomène comme un mouvement d'ensemble? Quand a-t-il été assimilé à une Croisade? Dès la fin du XI^e siècle, la Papauté fait de la lutte contre les Musulmans une entreprise analogue à la Croisade, mais l'a toujours considérée comme une entreprise moins importante; les souverains espagnols eux-mêmes, qui gardaient la haute main sur les opérations et décidaient de l'attribution des terres reconquises, empêchaient une assimilation totale. La *Reconquista* a sa propre histoire; le comportement des vainqueurs à l'égard des vaincus, d'abord tolérant, s'est peu à peu dégradé. Elle a enfin suscité ses propres »institutions« sous la forme d'ordres de chevalerie indigène. Parallèle à la Croisade, la *Reconquista* est un phénomène d'abord hispanique: n'est-elle pas liée à la volonté de restaurer un ordre politique et religieux brisé en 711?

On connaît l'importance du pèlerinage de saint Jacques dans l'histoire européenne; mais les historiens se sont moins préoccupés des origines du culte lui-même; O. Engels comble cette lacune en situant son apparition dans le cadre de l'histoire de l'Eglise ibérique (›Die Anfänge des spanischen Jakobusgrabes in kirchenpolitischer Sicht‹). Au cours de la 2^e ou 3^e décennie du IX^e siècle, l'Eglise asturienne ajouta le tombeau de Jacques à la légende de sa mission en Espagne; l'organisation du culte funéraire avait une signification très claire: confirmer l'origine apostolique de l'Eglise gothico-mozarabe que le royaume asturien prétendait représenter et qui venait de jouer un si grand rôle dans la querelle adoptianiste. Mais si la tombe de Jacques se trouvait depuis longtemps à son emplacement définitif, le culte funéraire ne se développa concrètement qu'avec le transfert du siège épiscopal d'Iria à Compostelle, à la fin du XI^e siècle, afin de justifier les prétentions du nouvel évêque contre les tenants de l'ordre institutionnel gothique.

La *Reconquista*, qui prend au cours du XI^e siècle un caractère plus nettement religieux, s'accompagne en effet de la volonté de restaurer les structures de l'Eglise wisigothique au fur et à mesure de la »libération« du territoire; cette volonté de reconstitution d'une Eglise hispanique se retrouve dans l'institution du concile national, réminiscence des anciens conciles de Tolède, qui connut une transformation radicale sous l'impulsion de la Papauté au lendemain de

l'adoption du rite romain par Alphonse VI (»Papsttum, Reconquista und spanisches Landeskonzil im Hochmittelalter«). Les anciens diocèses ne sont souvent connus que par la souscription des conciles tolédans; aussi l'érection ou le transfert des sièges, la fixation des limites diocésaines, en particulier celles de Burgos et Osma, exigent-elles la réunion de synodes; ceux tenus à Husillos (1088) et Burgos (1136) montrent clairement le rôle déterminant pris par le légat dans l'organisation des débats et les décisions, cependant que le souverain doit désormais se contenter de la convocation et de la promulgation des canons.

Une fois restauré comme primatie, le siège de Tolède devait organiser la reconstruction de l'Eglise ibérique, mais il souhaitait accaparer un espace juridictionnel digne de sa fonction; aussi négligea-t-il de restaurer certains sièges épiscopaux (Complutum), dont il incorpora le territoire à la métropole; la mésaventure survint quelque temps à Ségovie qui, en 1107, passa sous la juridiction tolédane, décision confirmée par la Papauté en raison de la pauvreté de l'Eglise de Tolède (»Reconquista und Reform«); il fallut attendre la mort de l'archevêque Bernard pour que le diocèse soit restauré; dès 1123, la Papauté confirmait ses limites et la liste de ses paroisses.

La dernière partie de l'ouvrage étudie les rapports entre royauté et états dans les trois royaumes hispaniques du XIII^e au XV^e siècle (»Königtum und Stände in Spanien während des späteren Mittelalters«). Trois développements successifs et parallèles concernant la couronne d'Aragon, la Castille et la Navarre montrent comment le dualisme institutionnel précocement instauré dans la péninsule a connu des évolutions divergentes auxquelles la conjoncture politique a imposé des inflexions brutales. L'évolution aragonaise est la plus spectaculaire; au XIII^e siècle, le pouvoir royal s'était considérablement renforcé; l'importance du couronnement royal, l'existence de Cortes distinctes dans les différents Etats de la Couronne constituaient des atouts importants; en 1412, le compromis de Caspe consacre la victoire des états sur le principe monarchique, et donne aux Cortes une prépondérance jamais connue jusque-là. En Castille, la minorité du jeune Henri III exigea la constitution d'un conseil de régence qui resta en fonction jusqu'en 1395; composé à égalité de représentants des quatre états, il gouvernait le royaume au nom des Cortes. Mais le triomphe même des Cortes entraîna de fortes tensions entre les deux groupes de la noblesse, dont l'institution sortit affaiblie. La noblesse de Cour, victorieuse à l'issue de ces querelles était seule désormais à représenter la haute noblesse castillane; c'est à la Cour que se prenaient désormais les décisions importantes; subsistant comme institution représentative, les Cortes n'étaient plus un organe de décision ou de gouvernement. En Navarre, la noblesse de Cour n'était pas en mesure de profiter de l'affaiblissement monarchique; de la guerre civile qui déchira le pays à la mort de Charles III (1425) et avait pour cause autant les appétits particuliers que le manque d'unité du royaume, les vainqueurs incontestables furent la noblesse et les villes.

Les 13 articles réunis nous introduisent aux problèmes majeurs de l'histoire médiévale de l'Espagne; la méthode d'O. Engels est rigoureuse; elle part d'une relecture de textes souvent connus et s'appuie sur une analyse terminologique approfondie permettant de dégager les concepts dont se nourrissait la pensée politique contemporaine; aucun mot n'est à ses yeux innocent ou inutile, et il souhaite toujours parvenir à la description des réalités juridiques ou institutionnelles; pour les siècles du Haut Moyen Age (IX^e-X^e), la démarche est parfois un peu »littéraliste«, mais elle représente un modèle d'analyse textuelle et diplomatique. Dans cet ouvrage, qui apporte à plusieurs débats historiographiques une solution définitive, nous ne savons s'il faut davantage louer la progression de l'analyse ou la précision des conclusions.

Nous regretterons seulement le caractère un peu anachronique de certaines affirmations. Depuis la publication initiale de certains articles, des progrès décisifs ont été accomplis dans l'étude de la genèse de la Catalogne, la signification de la paix de Dieu, le fonctionnement des Cortes au XIV^e siècle. Déplorons une fois encore le manque de fluidité dans la circulation de l'information historiographique entre les divers pays européens.

Michel ZIMMERMANN, Paris